

# Le Grand Nord

Vision et moyens d'action – *version abrégée*





# Sommaire

MAE  
Le Grand Nord 2011

- 1 : Préface
- 2 : Succès de la politique en faveur du Grand Nord  
Cap et principales ambitions
- 3 : Priorités stratégiques et résultats

# Préface

par le Ministre des Affaires étrangères Jonas Gahr Støre











**JONAS GAHR STØRE**  
Ministre des Affaires étrangères

Le Grand Nord constitue la principale priorité stratégique de la politique étrangère de la Norvège, comme l'avaient annoncé les deux programmes successifs du gouvernement contenus dans les déclarations Soria Moria I et II. Dans sa *Stratégie pour le développement du Grand Nord* de 2006, le gouvernement présentait les grandes lignes de sa politique. Le document qui a suivi en 2009, *Nouvelles mesures en faveur du Grand Nord*, énonce ses priorités pour les 10 à 15 prochaines années.

Le rapport au parlement intitulé *Le Grand Nord – Vision et moyens d'action* expose les grandes orientations de la politique de la Norvège en faveur du Grand Nord et souligne comment, dans une perspective à long terme, il convient de relever les défis et de saisir les opportunités dans cette région. Le livret que vous avez entre les mains est une version abrégée de ce rapport. J'espère qu'elle suscitera un intérêt accru pour l'évolution dans le Grand Nord et qu'elle vous donnera envie d'en savoir plus sur la politique de la Norvège dans cette région.

Oslo/Bodø, le 18 novembre 2011

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Jonas Gahr Støre'.

Jonas Gahr Støre  
Télécharger la version intégrale du rapport sur

<http://www.regjeringen.no> (en anglais)



MAE  
Le Grand Nord 2011



# Succès de la politique en faveur du Grand Nord. Cap et principales ambitions







Campagne de recherche du brise-glace Lance au Svalbard 2010



PHOTO : SUEEN LUM/SCANNPIX

Glacier d'Austfonna-Svalbard.

**AUJOURD'HUI**, en 2011, l'heure est venue de regarder en arrière et de faire un bilan. Notre politique, désormais bien « installée », donne le cap des initiatives de politique intérieure comme de politique extérieure, par le biais de documents directeurs, d'une augmentation des ressources utilisées et d'une interaction active avec des acteurs privés, des partenaires régionaux et locaux et d'autres pays. Le Grand Nord est devenu un cadre spécifique de la politique intérieure et étrangère de la Norvège.

Maintenant que des orientations ont été tracées par un large éventail d'initiatives nationales, régionales, locales et internationales, nous pouvons nous tourner vers l'avenir et entrevoir les secteurs qui marqueront, selon toute vraisemblance, les 20 prochaines années.

### **1990–2010 : DÉFINITION D'UNE POLITIQUE POUR LE GRAND NORD**

La version actuelle de la politique pour le Grand Nord a été élaborée depuis la fin de la guerre froide, mais elle se fonde aussi sur des expériences faites il y a plusieurs décennies. Depuis 2005, la grande ambition du gouvernement est de renforcer la politique norvégienne en faveur des connaissances, des activités et de notre présence dans le Grand Nord. Presque tous les ministères et de nombreux acteurs publics et privés se fixent des objectifs pour la mise en œuvre de la politique en faveur du Grand Nord et contribuent à son

élaboration.

Au fil des ans, sept grands axes prioritaires se sont dégagés, qui forment le cœur de notre politique actuelle pour le Grand Nord :

#### *1) Approfondissement et renouveau de la coopération avec la Russie*

Les rapports avec la Russie constituent un pilier de la politique de la Norvège en faveur du Grand Nord. En l'espace de vingt ans, la confrontation de la guerre froide a fait place à une plus grande confiance, à une multiplication des contacts et à une coopération croissante.

De bons rapports de voisinage se sont ainsi largement substitués à la méfiance de la guerre froide. En plus de leurs activités régionales, la Coopération de Barents et le Conseil de l'Arctique sont devenus des lieux d'échanges importants pour la Norvège et la Russie, qui ont des intérêts communs dans des domaines toujours plus nombreux. Grâce à la coopération directe entre les populations septentrionales, des contacts ont été noués dans la plupart des secteurs et, chaque jour, de nouveaux réseaux se tissent. Les relations de la Norvège avec la Russie dans le Grand Nord prennent ainsi une nouvelle dimension.

Les relations bilatérales entre les deux pays sont satisfaisantes et en constante amélioration depuis quelques années, même s'il arrive encore que nos différences de culture politique et administrative compliquent notre coopération. La Russie

connaît une série de difficultés liées à son système politique, à la démocratie, à la sécurité juridique, au respect des droits de l'homme et aux conditions d'activité économiques. La Norvège tient compte de ces aspects dans ses efforts pour intensifier sa coopération avec son puissant voisin de l'Est.

L'ancrage de notre politique de sécurité dans l'OTAN est un gage important de stabilité et de prévisibilité dans notre partie du monde.

#### *2) Développement d'une large diplomatie du Grand Nord*

Lorsque la Norvège a pris l'initiative de créer la Coopération de Barents en 1993, elle s'est attachée à y inclure aussi des pays extérieurs à la région, dans le but de faciliter la gestion des défis politiques et économiques de la région.

La Coopération de Barents est devenue une pièce maîtresse de la coopération régionale organisée dans le Grand Nord. En plus, les liens étroits entre les populations du nord de la Norvège et du nord-ouest de la Russie constituent désormais un complément important, parfois même correctif, à la politique étrangère menée dans la capitale. Ils ont aussi suscité une nouvelle croissance économique et renforcé les contacts entre les peuples.

1996 marque la création du Conseil de l'Arctique, une enceinte de coopération circumpolaire pour tout l'Arctique. Au départ, ses activités portaient

exclusivement sur l'environnement, dans le prolongement de la *Stratégie pour la protection de l'environnement arctique*, avant d'inclure également le développement durable. Petit à petit, cette coopération s'est concentrée sur les changements climatiques et leurs graves manifestations dans l'Arctique. Aujourd'hui, le Conseil de l'Arctique se consacre non seulement au climat et à l'environnement, mais aussi à la navigation maritime, à la gestion globale des ressources, au pétrole et au gaz, au tourisme, à l'éducation, à la recherche, à la santé et aux dossiers liés aux activités économiques et culturelles. Le Conseil de l'Arctique est le seul organe circumpolaire et le principal organisme politique pour les questions arctiques.

“ Le Conseil de l'Arctique est le seul organe circumpolaire et le principal organisme politique pour les questions arctiques. ”

La Norvège s'est systématiquement efforcée d'entretenir et de développer aussi les relations avec des États extérieurs à la région de Barents, au travers notamment des dialogues sur le Grand Nord. Ils ont permis aux autorités norvégiennes de communiquer régulièrement sur leurs visions et leurs points de vue et de discuter ouvertement des défis et des opportunités de la région, en tenant compte des intérêts des autres pays.

Autrefois, peu de pays et d'acteurs économiques de poids extérieurs à la région étaient engagés dans les contrées arctiques. Ceci est en passe de changer. L'UE et des pays majeurs de l'UE ainsi que plusieurs pays d'Asie définissent en effet aujourd'hui une politique arctique, comme l'ont déjà fait tous les États riverains de l'Arctique. Ainsi, alors qu'au début du siècle peu de nations extérieures à l'Arctique possédaient les compétences et les ressources leur permettant de travailler dans le Grand Nord, un nombre croissant d'États s'intéressent aujourd'hui à la région et consolident dans cette optique leur expertise et leurs capacités. Les organisations internationales et les acteurs commerciaux font de même.

### 3) *Connaissances sur les changements climatiques alarmants*

Dans les années 1990, les questions climatiques sont devenues une priorité politique internationale à travers la négociation de la Convention sur le climat et du protocole de Kyoto. L'enjeu des changements climatiques mondiaux a également attiré l'attention sur le Grand Nord. En effet, les dérèglements climatiques semblaient s'y manifester plus rapidement et plus franchement que dans d'autres régions et ils allaient influencer sur le système climatique planétaire. Une étude importante du Conseil de l'Arctique sur les changements climatiques dans l'Arctique a permis de mieux comprendre les rapports entre les évolutions climatiques régionale et mondiale et a apporté des informations précieuses pour l'élaboration du quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en 2007.

L'impact sur la flore, la faune et des écosystèmes entiers est de plus en plus fort et les modes de vie et de subsistance traditionnels des populations autochtones sont menacés. Mais les bouleversements qu'on peut observer dans le Grand Nord peuvent avoir des conséquences au moins aussi grandes sur les conditions de vie des populations dans d'autres parties du monde. L'élévation du niveau de la mer suite à la fonte de la calotte glaciaire frappera en effet encore plus durement les pays en dehors de l'Arctique.

En même temps, la fonte des glaces facilite l'accès aux ressources du Grand Nord et ouvre de nouvelles opportunités au trafic maritime, ce qui accroît l'intérêt pour l'exploitation des ressources arctiques et multiplie les activités maritimes. Alors que l'océan glacial Arctique a longtemps été entouré de mythes et n'a été exploré que par des explorateurs polaires courageux, ces dernières années ont vu les premiers transports commerciaux de marchandises par la voie maritime du Nord entre l'Europe et l'Asie.

Avec ce bouleversement rapide du climat et des activités économiques, il devient d'autant plus urgent d'intégrer la politique environnementale aux différents secteurs.

### 4) *La gestion globale des mers a permis de sauvegarder les ressources*

Le plan de gestion du milieu marin en mer de Barents et au large des Lofoten fut le premier en son genre dans les mers norvégiennes. Il représentait une innovation par sa gestion globale, basée sur les écosystèmes, et par sa conciliation des différents intérêts des utilisateurs à l'intérieur de ce cadre. La zone maritime de la mer de Barents et des Lofoten fut la



première à être choisie parce qu'il s'agit d'un milieu marin pur et riche, où d'importantes nouvelles activités sont prévues. Le plan a servi de modèle à l'élaboration d'autres plans de gestion globale pour d'autres zones maritimes norvégiennes, qui ont suscité un vif intérêt dans le monde et constituent un modèle de coopération régionale sur la gestion du milieu marin dans le Grand Nord.

## “ La Norvège gère de vastes espaces maritimes qui abritent certaines des ressources halieutiques les plus abondantes du monde. ”

La Norvège gère de vastes espaces maritimes qui abritent certaines des ressources halieutiques les plus abondantes du monde. Les ressources de la mer ont toujours été vitales pour la viabilité des communautés locales et des habitats le long de la côte norvégienne. Plus on monte vers le nord du pays, plus ces ressources sont abondantes.

Au cours des dernières décennies, les pêcheries ont subi d'importantes modifications structurelles suite à la suppression de différents systèmes d'aide et de transferts publics. Grâce à une gestion à long terme conforme aux principes d'une pêche durable, les ressources sont aujourd'hui bien robustes. Si la pêche se profile comme une activité moderne, dynamique et

rentable, l'aquaculture connaît elle aussi une croissance impressionnante depuis les années 1970–1980.

Le secteur de la pêche est notre deuxième industrie d'exportation après le secteur des hydrocarbures. Depuis des années, la Norvège compte parmi les deux ou trois plus gros exportateurs de poissons et de produits de la pêche du monde. La valeur de ses exportations dans cette filière représentait 6,9 milliards d'euros en 2010 – record battu pour la septième année consécutive.

Le stock de cabillaud de la mer de Barents est aujourd'hui le plus important du monde, le stock d'aiglefin a atteint un niveau record et celui de capelan est en très bon état. Ces 10 à 12 dernières années, les stocks communs à la Norvège et à la Russie ont atteint de très bons chiffres, grâce à une coopération bien établie basée sur des stratégies de gestion à long terme et une démarche prudente. Les deux pays ont récemment mené à bien l'harmonisation de la réglementation technique des pêcheries de part et d'autre de la frontière.

Les efforts conjoints des autorités norvégiennes et russes au cours des dernières années contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en mer de Barents et en mer de Norvège ont aussi contribué au bon état actuel des stocks dans ces eaux.

Parallèlement, les nouvelles connaissances sur les organismes marins ouvrent des perspectives passionnantes de création de valeur durable grâce à la bioprospection marine.

## 5) *Les contours d'une nouvelle région pétrolière et gazière*

Les estimations selon lesquelles les zones arctiques contiendraient une grande partie des ressources pétrolières et gazières non découvertes du monde expliquent pour une bonne part l'intérêt croissant pour cette région.

La mer de Barents est censée abriter d'abondantes ressources pétrolières et gazières. En 1986, des découvertes importantes ont été faites sur le gisement Shtokman, en territoire russe. Dans les eaux norvégiennes, le gisement Snøhvit a été découvert en 1980 et son développement a commencé en 2001. C'était le premier gisement en mer dans cette région. Les gisements découverts à Skrugard et Norvarg en 2011 suscitent à leur tour de nouveaux espoirs.

Le litige entre la Norvège et la Russie concernant la délimitation de leurs espaces maritimes empêchait toute activité de prospection dans certaines parties de la mer de Barents. Avec l'entrée en vigueur le 7 juillet 2011 du traité de délimitation maritime, la prospection pétrolière est désormais possible dans le sud de la mer de Barents. Les possibilités de coopération russo-norvégienne sont donc nombreuses. Mais l'augmentation des activités pétrolières crée de nouveaux défis environnementaux dans ces espaces maritimes aux écosystèmes vulnérables.

Les perspectives d'exploitation de ressources pétrolières et gazières dans le Grand Nord ont poussé une partie de l'industrie offshore et de ses fournisseurs à acquérir des compétences et à effectuer des investissements stratégiques. Elles ont également suscité un large débat public sur les attentes de la partie septentrionale



PHOTO : MARI TERRE

La population est en hausse au Svalbard aussi

du pays quant aux répercussions pour les populations et les entreprises locales.

#### 6) *Primauté des principes du droit de la mer*

Ces dernières décennies ont permis de clarifier certaines questions de juridiction en mer de Norvège, en mer de Barents et dans l'océan Arctique. La quasi-totalité des litiges frontaliers en suspens qui intéressaient la Norvège a ainsi été résolue. Dans une zone sud de l'enclave internationale en mer de Norvège (surnommée « Banana Hole »), le tracé définitif des lignes de délimitation sera effectué conformément à la solution décidée en 2006, lorsque les États voisins (Islande et îles Féroé) auront reçu les recommandations finales de la Commission des limites du plateau continental concernant les limites extérieures de leurs plateaux continentaux respectifs.

La Norvège est en outre le premier des États arctiques à avoir clarifié les limites extérieures de son plateau continental comme le demande la Convention de l'ONU sur le droit de la mer.

Nous connaissons donc pour la première fois toute l'étendue géographique du Royaume de Norvège sur terre, sur mer et au fond de la mer. La Norvège est responsable de zones maritimes sept fois supérieures à son territoire terrestre. L'affirmation des cinq États riverains de l'océan Arctique – notamment dans une déclaration ministérielle (la Déclaration d'Ilulissat) de 2008 – selon laquelle ils se baseront sur le droit de la mer pour clarifier les questions de juridiction et gérer les espaces maritimes arctiques, revêt une importance cruciale.

La déclaration d'Ilulissat a rectifié la croyance de certains acteurs essentiels que l'Arctique était une région non régle-

## “ La quasi-totalité des litiges frontaliers en suspens qui intéressaient la Norvège a ainsi été résolue. ”

mentée, où l'on pouvait s'attendre à des conflits ouverts concernant les ressources. Le fait de préciser que le droit de la mer s'applique à l'océan Arctique crée des relations claires et prévisibles entre les États riverains et montre au reste du monde que ceux-ci sont conscients de leurs responsabilités. L'un des principaux objectifs du gouvernement norvégien a toujours été de favoriser une telle clarification.

En vertu du droit de la mer, la Norvège dispose de ressources substantielles. En contrepartie, elle doit gérer ces espaces de manière responsable. Il est communément admis qu'une bonne gestion nécessite des connaissances sur les ressources et sur l'environnement des fonds marins, de la mer et à terre. Aussi est-il important d'élaborer des plans de gestion globale pour que l'exploitation accrue des ressources puisse se faire dans des conditions viables.

#### 7) *Émergence d'un réseau de coopération*

Depuis la fin de la guerre froide, des organes de coopération ont été créés dans le Grand Nord, avec le Conseil de l'Arctique au niveau circumpolaire et, entre autres, le Conseil euro-arctique de Barents au niveau régional.

Les contacts entre la Norvège et la Russie se sont développés au niveau bilatéral,

ainsi que dans le cadre de la Coopération de Barents et du Conseil de l'Arctique. La coopération nordique traditionnelle s'est également davantage consacrée aux questions liées au Grand Nord depuis les années 1990, lorsque l'évolution de la situation autour de la mer Baltique était au centre des préoccupations. Les questions concernant les populations autochtones constituent un volet essentiel de la coopération au sein du Conseil de l'Arctique, du Conseil euro-arctique de Barents et de la Dimension septentrionale, ainsi que dans les dialogues bilatéraux avec la Russie et le Canada sur le Grand Nord. Le parlement sami est ainsi représenté dans les délégations norvégiennes auprès du Conseil de l'Arctique et du Conseil euro-arctique de Barents et participe de manière active au réseau des populations autochtones.

On constate depuis quelques années un regain d'intérêt pour un renforcement de la coopération entre les pays nordiques sur la politique étrangère et de sécurité, qui a engendré des orientations précises pour la définition de la politique du Grand Nord. Le rapport Stoltenberg de 2009 sur ce sujet esquissait des ambitions concrètes dans 12 différents domaines et proposait en outre l'élaboration d'une déclaration de solidarité nordique. Les recommandations de ce rapport ont recueilli le soutien des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et sont actuellement appliquées dans plusieurs secteurs. La Dimension septentrionale est un partenariat entre l'UE, la Russie, la Norvège et l'Islande. Elle s'inscrit dans les efforts des pays du nord de l'UE pour affermir l'engagement de l'UE dans les régions septentrionales. Cette coopération est précieuse pour la Norvège. Elle consolide en effet le rôle politique et

économique de l'UE dans le Grand Nord, de la même manière que la participation de l'UE au Conseil euro-arctique de Barents permet des contacts permanents avec l'UE. Concrètement, la coopération se manifeste par différents partenariats (environnement, transport et logistique, santé publique, culture). À travers la Dimension septentrionale, une série de projets cofinancés ont pu être mis en œuvre, notamment pour améliorer l'environnement et la santé des habitants de la région.

Il existe des liens étroits entre les différentes structures de coopération. Elles sont organisées de manière pragmatique et se consacrent surtout aux tâches importantes pour l'économie, l'environnement, le trafic et la coopération entre les pays et régions septentrionaux.

### 2011-2030 : CAP ET PRINCIPALES AMBITIONS

Ces 20 dernières années se caractérisent par une formidable évolution dans le Grand Nord. L'histoire montrera cependant peut être que l'année 2011 aura

“ Un de nos objectifs prioritaires est de favoriser une plus grande création de valeur dans le Grand Nord, tout en respectant l'environnement, le climat et les populations autochtones. ”

inauguré la décennie du Grand Nord. Le gouvernement estime que l'évolution dans cette région a de grandes chances de renforcer les perspectives d'emploi et les activités économiques à long terme, non seulement dans les régions septentrionales de la Norvège, mais dans l'ensemble du pays.

Un de nos objectifs prioritaires est de favoriser une plus grande création de valeur dans le Grand Nord, tout en respectant l'environnement, le climat et les populations autochtones. Nous devons donc permettre aux diverses activités économiques et aux différents intérêts de coexister dans des conditions environnementales durables. Ceci nécessite des connaissances, des compétences et, avant tout, un dialogue satisfaisant entre toutes les parties.

Au cours des dernières décennies, des initiatives politiques ont permis de garantir la paix et la stabilité, de clarifier et de confirmer les fondements juridiques de la juridiction nationale et des activités dans le Grand Nord, de mettre en place de bonnes structures de coopération ainsi qu'une large coopération directe entre les populations. Ces bases étant maintenant posées, le gouvernement estime qu'il est désormais légitime de privilégier les facettes de la coopération qui permettront d'accroître la création de valeur et d'améliorer les conditions de vie des populations dans la région.

Le succès de ce projet nécessite de mobiliser des connaissances, des acteurs individuels compétents, des pôles d'expertise ainsi que des capitaux. Nous devons créer des partenariats fructueux entre acteurs publics et privés. La coopération entre les autorités étatiques, régionales et locales

doit être resserrée, et les réseaux entre acteurs norvégiens et étrangers doivent être développés.

Le savoir est au cœur de notre politique en faveur du Grand Nord. Associé au travail quotidien des individus, il permet en effet d'exploiter et de développer les opportunités offertes par le Grand Nord de manière viable et sur le long terme, dans l'intérêt de la société. Le gouvernement a donc pris des mesures concrètes pour améliorer systématiquement les connaissances et les infrastructures de savoir, dans les universités, les écoles supérieures et d'autres milieux scientifiques, notamment par les crédits annuels du ministère des Affaires étrangères au titre du programme Barents 2020. Le gouvernement entend soutenir et développer ces milieux et d'autres pôles d'expertise. Répartition des tâches, coopération, masse critique et qualité sont les mots-clés de ces efforts. Il nous paraît important d'impliquer dans cette démarche des pôles d'excellence d'autres pays et de permettre des échanges de personnel avec des entreprises innovantes et des centres d'expertise dans les secteurs concernés.

Le gouvernement inscrit sa stratégie en faveur du Grand Nord dans la durée. Des mesures concrètes seront élaborées en continu par le biais de nouveaux plans et de budgets annuels. Mais nous avons aussi besoin d'un horizon plus large qui donne notre cap et définisse à la fois nos priorités futures et nos ambitions.

C'est dans ce contexte que le gouvernement trace ici sept grandes orientations pour les actions et les priorités de la politique norvégienne en faveur du Grand Nord.



### 1) Une nouvelle région énergétique en Europe

La mer de Barents est susceptible de devenir une région énergétique européenne majeure. La vitesse de cette évolution et le poids que prendra cette région seront dictés par les conditions du marché, les progrès technologiques, l'importance des découvertes de gaz et de pétrole exploitables et la rapidité de l'évolution des énergies renouvelables. Le développement des activités pétrolières et gazières doit également être mis en balance avec les autres industries et les autres intérêts, dans le cadre d'une gestion globale fondée sur une approche écosystémique. Les fournitures d'hydrocarbures en provenance de cette région pourront conforter la sécurité énergétique de l'Europe et contribuer de manière non négligeable à l'approvisionnement énergétique mondial, tout en favorisant l'essor des industries et des services dans le nord du pays. Ceci ouvre des perspectives économiques et diplomatiques importantes.

La région offre également un potentiel de développement des énergies renouvelables, comme les énergies hydraulique, éolienne et houlomotrice. Les longues distances, les conditions du marché, le besoin de nouvelles infrastructures ainsi que les préoccupations en matière d'environnement et de sécurité constituent des défis majeurs. Tout porte à croire que l'intérêt accru pour nos régions septentrionales dans les milieux politiques et économiques d'autres parties du monde sera motivé par la dimension énergétique.

Dans nos contacts avec les autres États et les acteurs commerciaux étrangers, l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique deviendront en effet des dossiers de plus

“ La Norvège possède des atouts géographiques et dispose d'une expérience et de connaissances substantielles sur la production d'énergie offshore. ”

en plus importants, y compris dans la politique étrangère et de sécurité. Les questions liées à la production énergétique, aux infrastructures, à la création de valeur locale et aux intérêts norvégiens prendront une actualité croissante au regard du développement des plateaux continentaux des autres pays du Grand Nord. Étant donné la vulnérabilité de l'environnement dans la région, les normes environnementales, la technologie, la préservation des sites présentant un intérêt particulier et les mesures de préparation aux situations d'urgence prendront encore plus de poids, tout comme les défis et les opportunités associés au développement des technologies pour les eaux arctiques.

La Norvège possède des atouts géographiques et dispose d'une expérience et d'un savoir substantiels sur la production d'énergie offshore. Le gouvernement entend en tirer parti et souhaite permettre aux entreprises et aux pôles de compétence norvégiens de jouer un rôle de leader dans le développement de cette nouvelle région énergétique.

En tant qu'États riverains, la Norvège et

la Russie doivent réglementer les activités sur leurs plateaux continentaux respectifs en mer de Barents. Le gouvernement norvégien favorisera le potentiel de cette région énergétique en resserrant la coopération entre les autorités des deux pays et entre les industries, les prestataires de services et les pôles de compétence.

Le gaz de la mer de Barents peut devenir une ressource énergétique importante pour l'Europe. En planifiant leur approvisionnement énergétique d'ici à 2050, l'UE et des pays européens individuels prévoient tous de développer les énergies renouvelables et d'améliorer leur efficacité énergétique, tout en reconnaissant que d'autres sources d'énergie seront largement nécessaires pendant cette période. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) souligne quant à elle les avantages d'une utilisation accrue de gaz naturel pour remplacer le charbon. La Norvège et l'Europe sont donc des partenaires à long terme pour le gaz. Nous prospectorons d'autres gisements gaziers, notamment dans le Grand Nord.

Si de nouveaux gisements importants sont découverts en mer de Barents et que les conditions du marché le permettent, nous étudierons les possibilités d'une utilisation rentable du gaz dans les industries terrestres et le développement de nouvelles infrastructures. Les perspectives d'une activité croissante peuvent engendrer une coopération offshore accrue entre la Norvège et la Russie. Le potentiel pétrolier de la mer de Barents incite également à renforcer les pôles de connaissances susceptibles de permettre la création de valeur, la création d'emplois et des retombées croissantes dans les régions septentrionales de la Norvège et de la Russie.



PHOTO : CENTRE FRAM - ANNI-KRISTIN BALTO-INSTITUTT POLAIRE NORVEGIEN

Le Centre Fram-Tromsø

## “ La gestion durable des ressources de la pêche continuera d’être au centre du développement économique du Grand Nord. ”

### *2) Émergence d’une nouvelle ère industrielle dans le Grand Nord*

Les ressources du Grand Nord existent depuis des temps immémoriaux. Aujourd’hui, les connaissances et la demande croissante rendent possible leur exploitation. Le gouvernement veut privilégier l’acquisition de connaissances sur les nouvelles opportunités industrielles, la création de valeur et l’emploi dans le Grand Nord.

L’exploitation responsable des ressources d’hydrocarbures offshore s’avère particulièrement prometteuse. L’ambition du gouvernement est que l’essor de ce secteur offre des opportunités de création de valeur et de développement au niveau local.

La gestion durable des ressources de la pêche continuera d’être au centre du développement économique du Grand Nord. Au cours des prochaines années, l’aquaculture pourra offrir des perspectives nouvelles. En misant sur la bioprospection marine, le gouvernement encourage l’émergence d’une nouvelle industrie basée sur les dernières connaissances sur les organismes marins. Des produits et

des processus inédits seront développés, potentiellement créateurs de valeur et d’emplois.

La hausse de la production d’hydrocarbures et de l’extraction de minerai ainsi que la situation propice de la Norvège par rapport aux nouvelles voies de transport peuvent aussi rendre plus attractif l’établissement d’autres productions industrielles dans le Grand Nord. Comme l’indique le rapport au parlement sur les activités pétrolières et gazières, le gouvernement souhaite faciliter une utilisation accrue du gaz par les industries norvégiennes. La valeur alternative du gaz est son prix de marché. L’usage industriel du gaz en Norvège doit donc être rentable, reposant sur des contrats d’achat de gaz basés sur les prix du marché. Cette industrie doit être développée de manière respectueuse de l’environnement et conforme à la politique climatique de la Norvège.

Le potentiel de hausse de l’activité industrielle rend d’autant plus intéressant le développement de la coopération économique dans le Nord avec la Russie, la Suède et la Finlande.

Le gouvernement entend faciliter une coopération industrielle étroite avec la Russie dans de nombreux domaines. En plus, les mesures visant à réduire les obstacles pratiques des procédures de visa, des migrations professionnelles, des douanes, des impôts, des franchissements de frontière et des aspects juridiques et patrimoniaux occuperont une place importante.

Parallèlement, une coopération renforcée entre les pays nordiques sur les industries terrestres dans le Grand Nord offre des opportunités intéressantes. Le gouvernement veillera à ce qu’elle soit pro-

gressivement développée et approfondie, en particulier dans les régions limitrophes de la Suède et de la Finlande, et élargie à d’autres pays, qu’ils se situent ou non dans le Grand Nord. Cette coopération accrue avec d’autres pays sera aussi nécessaire pour évaluer les conséquences des nouvelles activités et trouver des solutions environnementales satisfaisantes aux projets communs.

Le gouvernement entretiendra des contacts étroits avec les autorités régionales et le parlement sami sur ces questions.

### *3) Une région pilote pour la gestion globale du milieu marin*

Aujourd’hui déjà, la préservation de l’environnement et la gestion durable des ressources biologiques dans le Grand Nord font l’objet d’une coopération importante. Nous avons élaboré des plans pour assurer une gestion globale et à long terme des zones maritimes norvégiennes dans le Grand Nord et permettre davantage de création de valeur tout en sauvegardant la structure, le fonctionnement et la productivité des écosystèmes. Le gouvernement norvégien ambitionne d’être un futur leader dans ce domaine.

Les changements climatiques, l’acidification des mers et l’augmentation des activités seront sources de défis toujours renouvelés en termes de gestion de l’environnement et des ressources et nécessiteront d’approfondir encore nos connaissances et de nous adapter aux futures évolutions. Ceci oblige la Norvège à définir une gestion nationale de l’environnement et des ressources, basée sur le savoir. La réussite de cette démarche est indispensable pour empêcher que les

---

changements à venir ne nuisent à des richesses naturelles précieuses ou ne fragilisent l'environnement et les ressources biologiques dont notre développement et notre prospérité futurs sont tributaires.

Une bonne gestion de l'environnement et des ressources suppose aussi une coopération renforcée entre les États arctiques et avec les États et les acteurs qui mènent des activités dans le Grand Nord. La coopération au sein du Conseil de l'Arctique et le développement de la coopération avec la Russie sur la gestion du milieu marin et des pêcheries en mer de Barents sont à cet égard essentiels. Ce partenariat sera crucial pour l'harmonisation des normes et de la réglementation concernant une gestion durable des milieux marins dans le Grand Nord.

#### *4) Attractivité croissante de l'océan Arctique*

Un jour, l'océan glacial Arctique sera peut-être libre de glace et le transport entre l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe deviendra possible par cette voie.

Si la navigation maritime toute l'année n'est pas pour demain dans ces eaux toujours très exposées aux conditions météorologiques adverses et à la glace, des navires marchands opérant sur une base commerciale ordinaire empruntent déjà les couloirs maritimes septentrionaux pour profiter d'un trajet plus court et de coûts réduits. Il y a tout lieu de penser que cette activité augmentera. Pour la Russie, ceci crée de nombreux défis, compte tenu du faible développement des infrastructures sur son long littoral. Pour la Norvège, l'augmentation du trafic maritime le long de ses côtes sera aussi source de défis et de risques, mais également d'opportunités, dans le domaine de la prestation de

services aux navires.

Au cours des prochaines années, cependant, l'augmentation du volume devrait surtout être due aux transports en provenance et à destination de la Russie et aux activités associées à l'industrie pétrolière et gazière. Cette hausse des activités exige de resserrer la coopération entre la Norvège et la Russie afin de renforcer la sécurité et l'efficacité des activités maritimes.

Cette évolution aura des conséquences géopolitiques. En effet, des pays comme la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Singapour manifestent leur intérêt pour les opportunités offertes par les voies maritimes septentrionales, et un nouvel espace de coopération et d'échanges se fait jour avec ces pays. Ceci permettra de développer des compétences, des infrastructures et des réseaux tout en favorisant les retombées positives pour la Norvège. Le nombre de transbordements dans les eaux norvégiennes est susceptible d'augmenter. Le raccourcissement des voies d'exportation et la baisse des prix peuvent accroître la compétitivité des acteurs norvégiens sur les marchés asiatiques.

Toutes ces évolutions accentuent l'importance stratégique du littoral et de la capacité portuaire de la Norvège.

L'intensification des activités peut nécessiter davantage de réglementation dans les zones maritimes septentrionales et avoir un impact sur les capacités de recherche et de sauvetage et la prévention de la pollution par les hydrocarbures.

#### *5) Une banque de connaissances mondiale sur l'environnement et les changements climatiques*

Le Grand Nord constitue une banque de connaissances unique sur l'environnement

et le climat de la région arctique, dont l'importance va bien au-delà de la région.

Les connaissances sur le climat de l'Arctique pèseront sur la politique climatique mondiale et les décisions indispensables pour empêcher le réchauffement planétaire. Elles sont déjà décisives pour comprendre le fonctionnement du système climatique, aux niveaux régional et mondial. Les connaissances sur les changements climatiques, l'acidification des mers et leurs répercussions sur le Grand Nord sont également cruciales pour la gestion de l'environnement et des ressources et pour l'adaptation nécessaire des futures activités dans la région.

La Norvège a systématiquement créé des pôles de compétences bien placés pour développer et diffuser les nouvelles connaissances. Le centre de la dynamique du climat au Centre Bjerknæs à Bergen, les pôles de compétences qui sont associés à l'Université de Tromsø et au Centre Fram (Framsenteret), l'Université du Nordland, le Centre pour la recherche internationale sur l'environnement et le climat (CICERO) et d'autres établissements importants confèrent à la Norvège un rôle de premier plan dans la coopération internationale sur le climat arctique et les conséquences des changements climatiques. Le gouvernement norvégien estime qu'il est capital de soutenir ces pôles d'excellence pour qu'ils conservent leur position de pionniers.

L'archipel du Svalbard constitue une plateforme unique pour la recherche polaire nationale et internationale, qui bénéficie d'infrastructures scientifiques de pointe à Ny-Ålesund et au Centre universitaire du Svalbard (UNIS). Dans les années à venir, le Svalbard sera développé comme




plateforme de recherche, d'enseignement supérieur et de surveillance.

Grâce à l'établissement du secrétariat permanent du Conseil de l'Arctique à Tromsø, les centres de compétences norvégiens seront mieux à même de définir les règles du jeu de la diplomatie internationale en matière de climat.

Le Grand Nord est également associé à de grands défis environnementaux : vulnérabilité de la nature, polluants transportés sur de longues distances et présence de déchets dangereux, notamment nucléaires, du côté russe de la frontière. La coopération internationale a permis des progrès substantiels, mais les années à venir nécessiteront encore d'accorder une attention prioritaire à ces défis et de veiller à ce que les activités économiques et industrielles respectent les limites de tolérance de la nature.

#### *6) Une coopération innovante et solide dans le Grand Nord*

La coopération régionale dans le Grand Nord est pragmatique et s'attache à résoudre les défis concrets par-delà les frontières nationales.

 Le gouvernement souhaite un développement et un renforcement du Conseil de l'Arctique, du Conseil euro-arctique de Barents et de la Dimension septentrionale. ”

Le gouvernement souhaite un développement et un renforcement du Conseil de l'Arctique, du Conseil euro-arctique de Barents et de la Dimension septentrionale. Une coopération étroite est toujours préférable pour relever les nombreux défis et tous les pays impliqués y sont favorables. Le gouvernement aimerait que la Norvège continue de jouer un rôle moteur dans la consolidation et l'élargissement de cette coopération, qu'il convient d'ouvrir à des États et des partenaires au-delà de la région arctique.

Les contacts et la coopération entre les pôles de compétences universitaires et autres, par-delà les frontières nationales dans le Grand Nord, ont permis de consolider des réseaux qui ont également favorisé de bonnes solutions politiques entre les États. Le gouvernement contribuera au cours des prochaines années à l'élargissement et au renforcement de ces réseaux entre la Norvège et les pays voisins, ainsi qu'avec des centres nord-américains, européens et asiatiques.

Si la gestion des ressources pétrolières et gazières et la définition des conditions de prospection et d'extraction sont une responsabilité nationale, le développement des connaissances sur l'environnement et la sécurité est un domaine où une coopération internationale est souhaitable.

Il faut notamment développer la coopération avec la Russie, qui a déjà permis de créer un programme commun de surveillance de l'environnement et de jeter les bases d'un plan de gestion globale de la zone russe de la mer de Barents, selon les mêmes principes que le plan norvégien.

La coopération au sein du Conseil de l'Arctique n'a cessé de se renforcer au fil des ans et le Conseil a permis d'aborder

des questions importantes, concernant en particulier l'environnement et le climat mais aussi la navigation maritime, le pétrole, le gaz et le tourisme, par exemple. Un nouveau domaine s'y est ajouté en 2011 avec la conclusion du premier traité juridiquement contraignant négocié entre ses pays membres, à l'initiative du Conseil : l'accord sur la recherche et le sauvetage dans l'Arctique. On peut penser que d'autres accords de ce type pourront être signés dans les prochaines années. Des négociations ont débuté à l'automne 2011 entre les pays membres du Conseil de l'Arctique, menées par la Norvège, les États-Unis et la Russie, à propos d'un instrument de prévention de la pollution par les hydrocarbures dans l'Arctique.

Il est important de répondre aux manifestations d'intérêt des États et des acteurs extérieurs aux régions arctiques d'une manière conséquente et prévisible. La Norvège reconnaît les intérêts légitimes des autres États dans l'Arctique et accueille volontiers au Conseil de l'Arctique de nouveaux observateurs permanents, pourvu qu'ils répondent aux critères prévus pour leur participation.

La situation des populations autochtones occupera toujours une place essentielle dans la coopération régionale sur le Grand Nord. Des instances comme le Conseil de l'Arctique et le Conseil euro-arctique de Barents permettent de défendre et de développer les intérêts des populations autochtones dans cette vaste région géographique couvrant plusieurs pays.

La Coopération de Barents fêtera son 20<sup>e</sup> anniversaire en 2013 au cours de la présidence norvégienne. Il s'est passé beaucoup de choses, tant sur le plan régional que sur le plan international, depuis la déclaration

de Kirkenes en 1993. Il est maintenant naturel de se tourner vers l'avenir, et la Norvège prendra l'initiative d'élaborer une nouvelle déclaration de coopération définissant les visions et les orientations pour les 20 prochaines années. Plusieurs domaines propices à une coopération approfondie se dessinent : développement des industries minières, renforcement des contacts entre les populations, intégration progressive des marchés de l'emploi, recherche, protection de l'environnement et éducation et autres domaines importants pour l'environnement, les conditions de vie des populations et le développement économique. Les autorités régionales, les organisations des populations autochtones et le secrétariat de Barents jouent un rôle important pour faire avancer cette coopération.

### 7) *Un nouveau centre géopolitique dans le Grand Nord*

Pendant plus de 40 ans, l'intérêt stratégique et géopolitique pour le Grand Nord était fondé sur la logique de la guerre froide et l'inaccessibilité de la région.

Le Grand Nord présente toujours un intérêt militaire stratégique, notamment parce que certaines parties de la force nucléaire russe y sont localisées et qu'il constitue un espace d'entraînement pour d'importantes unités navales et aériennes. Au sein de l'OTAN, la Norvège a encouragé l'Alliance à s'intéresser à nouveau à ses régions clés – notamment celles qui se trouvent dans le Grand Nord, sa longue expérience lui ayant appris qu'une politique de sécurité claire est source de stabilité et de prévisibilité pour toutes les parties.

La Norvège juge important de favoriser une coopération étroite et prévisible avec

la Russie dans le Grand Nord. Elle entend donc développer progressivement ces relations de voisinage pour qu'elles soient empreintes de la même ouverture et de la même confiance que ses rapports avec ses autres voisins nordiques.

La Norvège a transféré son Centre opérationnel des forces armées à Bodø et déplacé vers le Nord l'essentiel de ses ressources et de ses activités. Ceci ne résulte pas d'une menace militaire. Il s'agit plutôt, pour l'État du Grand Nord qu'est la Norvège, de marquer sa responsabilité dans cette région. Les forces armées se concentreront désormais davantage sur leurs missions dans le Grand Nord.

Au cours des prochaines années, la Norvège continuera, fidèle à une longue tradition, d'accueillir des exercices des forces alliées dans nos régions, surtout dans le Nord. Il sera naturel de développer simultanément la coopération russo-norvégienne dans le domaine militaire et pour le contrôle des activités de pêche en mer de Barents.

“ Pour la Norvège, il restera primordial de veiller à l'application des principes fondamentaux du droit international et au respect des droits, des obligations et des responsabilités des États côtiers. ”

En même temps, le contexte stratégique change. Les lignes de confrontation traditionnelles entre l'Est et l'Ouest laissent place à une coopération élargie et à des manifestations d'intérêt par plusieurs acteurs nord-américains, européens et asiatiques. Ils s'intéressent aux nouvelles voies de transport ainsi qu'à l'accès aux ressources et aux connaissances sur les changements climatiques, la fonte des glaces et l'évolution du milieu marin.

L'accessibilité des eaux septentrionales s'améliore du fait de la fonte de la banquise, mais aussi grâce aux nouvelles technologies de transport et de surveillance. Des eaux longtemps quasiment désertées accueilleront des activités commerciales croissantes et il faut s'attendre à un trafic qui est à la fois bienvenu et indésirable. Il sera d'autant plus nécessaire de gérer correctement nos mers septentrionales et de renforcer les capacités de recherche et de sauvetage des États côtiers.

Pour la Norvège, il restera primordial de veiller à l'application des principes fondamentaux du droit international et au respect des droits, des obligations et des responsabilités des États côtiers. Le fait que les États riverains de l'Arctique s'entendent sur les règles du jeu internationales est un bon point de départ. Il sera déterminant pour la diplomatie norvégienne en faveur du Grand Nord de renforcer et de consolider encore cette entente internationale.

Dans l'élaboration de sa politique en faveur du Grand Nord et la présentation de ses grandes lignes aux milieux internationaux, le gouvernement a employé l'expression « Grand Nord – petite tension ». Pendant la guerre froide, ces régions se caractérisaient par une menace

---

“ Les changements climatiques, l’accessibilité accrue des ressources naturelles et les activités humaines croissantes confèrent aujourd’hui un intérêt géopolitique considérable au Grand Nord.”

de confrontation entre les grandes puissances. La Norvège et la Russie ont néanmoins réussi à surmonter les problèmes pratiques avec pragmatisme. Poursuivre cette coopération entre les deux pays dans le même esprit constituera une priorité importante dans le futur.

Les changements climatiques, l’accessibilité accrue des ressources naturelles et les activités humaines croissantes confèrent aujourd’hui un intérêt géopolitique considérable au Grand Nord. L’objectif global du gouvernement est d’exploiter les possibilités qui en découlent tout en gérant l’environnement et les ressources de manière durable et en préservant la paix et la stabilité dans la région. La Norvège continuera donc dans les prochaines années d’exercer sa souveraineté de manière conséquente et prévisible et encouragera la coopération avec les autres pays, basée sur la confiance et la transparence.



MAE  
Le Grand Nord 2011

3

## Priorités stratégiques et résultats



PHOTO : DESTINATION NARVIK (C) 2008





Train de minerai sur la ligne Ofotbanen



Les grands objectifs politiques de la stratégie du gouvernement en faveur du Grand Nord :

- garantir la paix, la stabilité et la prévisibilité,
- assurer une gestion globale fondée sur une approche écosystémique qui préserve la biodiversité et permette une exploitation durable des ressources,
- renforcer la coopération internationale et l'ordre juridique mondial,
- renforcer les bases de l'emploi, de la création de valeur et de la prospérité dans tout le pays par des actions régionales et nationales, en coopération avec des partenaires étrangers et les populations autochtones concernées.

*Connaissances, activité et présence* sont les mots clés qui résument la stratégie du gouvernement dans le Grand Nord.

**CONNAISSANCES :** La Norvège a pour ambition d'être leader en matière de connaissances concernant le Grand Nord. Les connaissances sont au cœur de la stratégie en faveur du Grand Nord.

**ACTIVITÉ :** La Norvège a également pour ambition d'être un leader dans des secteurs clés de l'activité économique dans le Grand Nord et le meilleur gestionnaire de l'environnement et des ressources de la région. Cet objectif requiert une interaction étroite entre autorités nationales, régionales et locales, ainsi qu'avec les entreprises et milieux de recherche concernés.

**PRÉSENCE :** L'ambition de la Norvège est enfin d'assurer une présence sur toutes les parties du territoire norvégien et dans les zones maritimes norvégiennes du Grand Nord par le biais d'une politique en faveur des implantations, de la création de valeur, de la gestion de la nature, de l'emploi et de la culture dans la Norvège septentrionale, cette présence étant à la fois civile et militaire.

#### **MOYENS D'ACTION STRATÉGIQUES – RÉSULTATS ET PRIORITÉS**

Afin d'atteindre les grands objectifs de sa politique en faveur du Grand Nord, le gou-

vernement a énoncé une série de priorités stratégiques. On peut les résumer en 15 points. Pour chacun d'eux figurent ci-dessous les principaux résultats de la stratégie en faveur du Grand Nord à ce jour et les priorités futures.

#### **1. La Norvège sera un leader en matière de connaissances concernant le Grand Nord.**

##### *Résultats :*

- Net progrès de la recherche sur le climat et l'environnement : création en 2010 du Centre Fram à Tromsø – un centre international de premier plan pour la recherche sur le climat et l'environnement. Il regroupe aujourd'hui 19 institutions membres, notamment le Centre de la glace, du climat et des écosystèmes (ICE) de l'Institut polaire norvégien, qui collaborent dans cinq domaines de recherche prioritaires et emploient quelque 500 salariés.
- Crédits annuels de plusieurs millions d'euros destinés à combler les lacunes dans les connaissances, à relever les nouveaux défis et à exploiter le potentiel du Grand Nord. Le programme Barents 2020 a été créé en 2006. Depuis le premier versement en 2007 et jusqu'en 2012 compris, près de 40 millions d'euros ont été alloués à un total de 56 projets.





- 
- Établissement d'un nouveau programme de recherche polaire dans le cadre du Conseil norvégien de la recherche à partir de 2011, doté de près de 6 millions d'euros.
  - La Norvège a joué un rôle moteur dans la création du plus grand programme de recherche polaire du monde, *l'Année polaire internationale (API) (2007–2009)*. Le parlement norvégien a alloué 42 millions d'euros aux initiatives de la Norvège dans le cadre de l'API, parmi lesquelles figuraient 27 projets de recherche norvégiens et une expédition à bord du navire de recherche *G.O. Sars* dans l'océan glacial Antarctique.
  - Création de programmes de recherche sur la géopolitique et le rôle de l'Asie dans le Grand Nord par le Centre norvégien de la recherche, soutenus dans le cadre du programme Barents 2020 par une enveloppe de respectivement 3,5 millions d'euros sur cinq ans et de près de 2 millions d'euros sur trois ans.
  - Renforcement de la coopération en matière d'éducation et de recherche avec la Russie, le Canada et les États-Unis, notamment par l'allocation de 196 bourses spécifiques « Grand Nord » depuis la création de ces bourses en 2007.
  - Suivi actif des organisations professionnelles et des établissements d'enseignement et de recherche pour améliorer les connaissances sur les défis et les opportunités dans le Grand Nord.
  - Établissement de réseaux solides dans le nord de la Norvège grâce à une coopération renforcée entre institutions de la région dans le cadre de la politique générale en faveur d'une amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche.
  - Initiative en faveur de la recherche à travers l'établissement d'un système de fonds de recherche régional. En Norvège du Nord, la priorité a été donnée à des projets concernant l'adaptation au changement climatique, la prospérité régionale et le développement régional transfrontalier.
  - Consolidation des pôles de compétences au Svalbard, notamment par le renforcement des infrastructures de recherche et de la capacité d'accueil du Centre universitaire du Svalbard (UNIS). Le nombre d'étudiants de l'Université de Tromsø et de l'Université du Nordland a augmenté en 2009 et 2011.
  - Activité record de la recherche internationale au Svalbard. Dix nations possèdent des stations de recherche à Ny-Ålesund, et près de la moitié des étudiants de l'UNIS sont étrangers.
  - La Norvège a pris l'initiative de créer un centre d'observation de la terre au Svalbard (SIOS – *Svalbard Integrated Arctic Earth Observing System*), un centre unique auquel participent près de 20 pays.
- Priorités futures :*
- Développer les pôles de compétence du Centre Fram de Tromsø afin qu'ils conservent leur leadership mondial de la recherche sur le climat et l'environnement dans le Grand Nord.
  - Le gouvernement va faire l'acquisition d'un nouveau navire de recherche brise-glace, basé à Tromsø. La date de cette acquisition sera précisée ultérieurement.
  - Augmenter la participation des pôles de compétences de la Norvège du Nord en allouant au moins 50 % des crédits relevant du programme Barents 2020 à des projets impliquant ces pôles.
  - Prendre l'initiative de recenser les compétences de pointe des pôles d'expertise norvégiens dans l'enseignement et la recherche concernant le Grand Nord en vue de renforcer la coopération et la coordination, d'améliorer la répartition des tâches et de garantir ainsi un travail de qualité et une bonne exploitation des ressources.
  - La recherche et l'enseignement supérieur resteront l'un des piliers des activités norvégiennes au Svalbard.
- 2. La Norvège exercera sa souveraineté et son autorité dans le Grand Nord d'une manière crédible, conséquente et prévisible.**
- Résultats :*
- Le centre de gravité de l'armée a été déplacé vers le Nord, notamment par le transfert de Stavanger à Bodø du Centre opérationnel des forces armées et l'établissement du quartier général

---

de la Garde côtière à Sortland le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

- Le gouvernement a renforcé la capacité de la Norvège à exercer sa souveraineté et son autorité dans le Grand Nord en augmentant ses activités opérationnelles.
- Acquisition de cinq nouvelles frégates pour rendre la Norvège plus à même de gérer les vastes espaces maritimes du Grand Nord.
- Le parc de navires de la Garde côtière a été modernisé par l'acquisition de navires multirôles modernes. La capacité de surveillance et la mobilité ont en particulier été renforcées, et le seront encore avec l'utilisation progressive de NH-90 sur les navires hélicoptères.
- Signature d'un accord avec l'Islande sur la coopération en matière de sécurité, de défense et de prévention (2007), prévoyant une coopération renforcée concernant les services de recherche et de sauvetage, la protection civile et les activités liées à la défense.
- Établissement de larges contacts militaires dans le Grand Nord. Réalisation de manœuvres navales communes par la Norvège et la Russie en 2010 et 2011, baptisées Pomor.

#### *Priorités futures :*

- Développer la base d'hélicoptères militaires de Bardufoss, en concentrant la capacité en hélicoptères maritimes dans cette base aérienne.

→ Augmenter les exercices avec les alliés dans le Nord, mais aussi avec d'autres pays partenaires importants.

→ L'armée prévoit des entraînements accrus en 2011 et 2012, dont une part importante se déroulera dans le Nord.

→ Concentrer les activités de la Garde côtière dans les zones maritimes septentrionales, où elles devraient représenter près de 2 500 jours de patrouille par an en 2011 et 2012.

→ Augmenter progressivement l'activité de l'escadre côtière (frégates, corvettes Skjold, dragueurs de mines, sous-marins) dans le Nord avec la mise en service de nouveaux navires. Un doublement du nombre de jours de navigation est prévu de 2008 à 2012.

→ Continuer la mise en service des hélicoptères NH-90.

→ Commencer en 2012 la construction de la première de deux nouvelles stations de gardes-frontière entre la Norvège et la Russie.

→ Développer la coopération militaire avec la Russie.

### **3. Le gouvernement veut que la Norvège soit le meilleur gestionnaire de l'environnement et des ressources naturelles dans le Grand Nord.**

#### *Résultats :*

→ Élaboration du plan de gestion pour la mer de Norvège et mise à jour du plan

de gestion pour le milieu marin de la mer de Barents et des eaux au large des Lofoten. Ces plans suscitent un intérêt mondial et contribuent à mettre davantage en lumière la gestion des ressources dans le Grand Nord.

→ Protection de Jan Mayen et de ses eaux territoriales par la création d'une réserve naturelle, et extension de la réserve naturelle de l'île aux Ours (Bjørnøya) jusqu'à la limite territoriale de 12 milles marins au-delà des côtes.

→ Interdiction des fiouls lourds pour les navires circulant dans les zones protégées au Svalbard.

→ Proposition et adoption d'une nouvelle loi sur la gestion de la biodiversité.

→ Cartographie de 53 000 km<sup>2</sup> de fonds marins au titre du programme MAREANO dans la zone relevant du plan de gestion pour la mer de Barents et les eaux au large des Lofoten.

→ Poursuite de l'action en faveur de la recherche sur l'impact du climat sur les stocks de poisson, les écosystèmes et l'aquaculture, notamment dans le cadre d'un programme spécifique mené par l'Institut de recherche marine.

→ Renforcement des efforts pour développer les connaissances sur la gestion des ressources biologiques sauvages de la mer dans le cadre de programmes de coopération étendue entre différentes institutions.

---

→ Élaboration d'un rapport russo-norvégien sur l'état de l'environnement en mer de Barents et début des activités de surveillance commune russo-norvégienne de l'environnement de la mer de Barents.

#### *Priorités futures :*

→ Contrôler l'application des objectifs nationaux et des obligations internationales dans le domaine du climat et de l'environnement et continuer à imposer aux activités industrielles des normes environnementales et de sécurité exigeantes, en se fondant sur le principe de précaution, la nécessité d'évaluer les effets cumulés sur l'environnement, les dispositions de la loi sur la biodiversité concernant une utilisation durable et la protection de la nature et la loi sur l'environnement du Svalbard.

→ Être un pays pilote dans la gestion globale des espaces maritimes, fondée sur une approche écosystémique, et œuvrer pour que tous les pays possédant des zones maritimes limitrophes des mers norvégiennes élaborent des plans de gestion globaux.

→ Œuvrer pour que l'adaptation au changement climatique devienne un thème central au Conseil de l'Arctique et dans d'autres enceintes de coopération sur le Grand Nord, et pour que des stratégies arctiques d'adaptation climatique à la hauteur des enjeux soient élaborées.

→ Mettre en place une coopération mondiale et régionale ciblée afin d'assurer la protection des régions et des espèces particulièrement vulnérables.

→ S'employer à réduire les émissions des facteurs de forçage climatique à courte durée de vie dans le Grand Nord.

→ Œuvrer pour que les connaissances sur les changements climatiques dans le Nord soient transmises aux négociations internationales sur le climat et privilégiées par celles-ci.

→ Renforcer le travail avec la Russie sur les milieux marins en vue d'établir un programme russo-norvégien global de surveillance de l'environnement pour la mer de Barents.

→ Tâcher d'achever la cartographie des fonds marins dans la région de Lofoten/mer de Barents d'ici 2020.

→ Coopérer avec la Finlande sur des mesures en faveur de la pêche durable et la reconstitution des faibles stocks de saumon dans le bassin de la rivière Tana.

#### **4. Le gouvernement renforcera la surveillance, la prévention et la sécurité maritime dans les eaux septentrionales.**

##### *Résultats :*

→ Établissement d'un service de trafic maritime à Vardø en 2010, qui est également un centre de compétences national pour la sécurité maritime, la prévention de la pollution par les hydrocarbures et la surveillance.

→ Renforcement substantiel de la prévention de la pollution par les hydrocarbures avec le remplacement

systematique du matériel de l'État utilisé à cet effet depuis 2006.

→ « Barentshavet på skjerm » (la mer de Barents à l'écran) : l'Administration côtière norvégienne prépare la mise en place du système de surveillance et d'information BarentsWatch en vue de fournir des services fiables, adaptés aux besoins des utilisateurs publics et privés.

→ La Norvège a joué un rôle moteur dans le premier accord international contraignant élaboré par le Conseil de l'Arctique sur la recherche et le sauvetage dans l'Arctique, signé à Nuuk lors de la réunion ministérielle en mai 2011. Cet accord énonce clairement les zones géographiques dont chaque pays est responsable.

##### *Priorités futures :*

→ Mettre en service le portail d'information public de BarentsWatch en 2012, et continuer de travailler sur la partie fermée, en coopération étroite avec les administrations exerçant des responsabilités opérationnelles en mer. L'exploitation et le développement du portail d'information public seront basés à Tromsø.

→ Promouvoir l'élaboration de règles contraignantes pour les navires circulant dans les eaux polaires (connues sous le nom de Code polaire), sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI).

→ Améliorer la prévention de la pollution par les hydrocarbures.





- Promouvoir le renforcement de la coopération régionale sur la prévention de la pollution par les hydrocarbures au sein du Conseil de l'Arctique.
- Sécurité maritime renforcée :
  - Mettre en service un nouveau radar météorologique à Gednje sur la péninsule de Varanger.
  - La mise en place d'un service de pilotage au Svalbard est proposée.
- Présence renforcée :
  - Poursuivre les démarches d'acquisition de nouveaux hélicoptères de sauvetage en vue de disposer de ces hélicoptères d'ici 2020.
- Capacité renforcée au Svalbard :
  - Le service d'hélicoptère du gouverneur du Svalbard disposera à partir de 2014 de deux gros hélicoptères et d'un meilleur temps de réaction.
- Niveau de prévention élevé :
  - Poursuivre le renforcement de la sécurité maritime et de la prévention de la pollution aigüe dans le Grand Nord.
- Améliorer les connaissances :
  - Poursuivre la cartographie maritime en fonction des besoins prioritaires de la recherche et des transports dans la région, notamment par une coopération sur la cartographie maritime circumpolaire.

## 5. Le gouvernement renforcera et développera la coopération avec la Russie.

### Résultats :

- Conclusion, après 40 ans de négociations, d'un traité historique avec la Russie concernant la délimitation maritime en mer de Barents et dans l'océan glacial Arctique. La clarification de la frontière maritime est une étape historique qui ouvre de nouvelles perspectives de coopération. La Norvège et la Russie ont maintenant une frontière terrestre datant de 1826 et une frontière maritime qui date de 2011.
- Hausse des échanges commerciaux, passés de 1,7 milliard d'euros en 2005 à plus de 2,1 milliards d'euros en 2010.
- Nette intensification des contacts transfrontaliers. Le nombre de franchissements de frontière à Storskog a augmenté, passant d'environ 8 000 en 1990 à 107 000 en 2005 ; il devait atteindre environ 190 000 en 2011.
- Après des débuts modestes, la coopération économique a fortement progressé dans le Grand Nord : 40 sociétés norvégiennes sont aujourd'hui installées à Mourmansk.
- Rétablissement d'un consulat honoraire à Arkhangelsk en septembre 2010.
- Renforcement de la présence diplomatique norvégienne en Russie suite à une réaffectation des ressources du service des affaires étrangères.
- Négociation d'un accord sur un laissez-passer pour les Russes et les Norvégiens habitant près de leur frontière commune. Leurs contacts sont ainsi largement facilités.
- Partenariat énergétique stratégique, avec l'établissement d'un important dialogue énergétique avec la Russie comprenant le suivi du traité de délimitation dans l'éventualité de découvertes de gisements transfrontaliers.
- Établissement de larges contacts militaires dans le Grand Nord. Réalisation de manœuvres navales communes par la Norvège et la Russie en 2010 et 2011, baptisées Pomor.
- Obtention d'allègements importants de procédure pour la plupart des entreprises et des individus dans le cadre de la coopération transfrontalière avec la Russie, notamment par des permis de travail pour la main d'œuvre non qualifiée et des procédures de visa simplifiées (« visas Pomor »).
- Les projets transfrontaliers du secrétariat de Barents (3 200 projets depuis 1993) ont contribué à un renforcement substantiel de la coopération directe avec la population russe.
- Coopération russo-norvégienne intensifiée, notamment dans l'éducation, la protection de l'environnement, la santé, la gestion de la pêche et l'industrie.
- Soutien à la coopération et au dialogue entre organisations de pêche norvégiennes et russes.

- Coopération nucléaire : la Norvège a contribué au démantèlement de cinq sous-marins nucléaires désaffectés. L'ensemble des 180 sources radioactives importantes dans les phares du nord-ouest de la Russie ont été remplacées par des panneaux solaires.
- Augmentation importante du nombre d'étudiants russes en Norvège – de 526 en 2005 à 1 175 en 2010.
- Conclusion d'un mémorandum d'accord entre le ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche et le ministère russe de l'Éducation et de la Science concernant la coopération dans l'enseignement supérieur.
- Coopération environnementale rapprochée avec la Russie pour la gestion globale des mers, la diversité biologique et la surveillance de l'environnement dans les régions frontalières, de même que sur la gestion responsable des polluants.
- Instauration d'une large coopération dans le domaine de la santé, notamment sur les maladies infectieuses, la coordination des services de santé primaires et spécialisés et la promotion d'un mode de vie sain.
- Établissement d'une vaste coopération sur les enfants, les jeunes et les familles à risque dans le Grand Nord, notamment par le programme multilatéral en faveur de l'enfance *Children and Youth at Risk in the Barents Region* (CYAR – Enfants et jeunes à risque dans la région de Barents).

#### *Priorités futures :*

- Le gouvernement entend construire un nouveau poste frontière à Storskog dans le Sør-Varanger. La date de réalisation de ce projet sera précisée ultérieurement.
- Accroître la capacité de contrôle du poste frontière de Storskog en prenant des mesures immédiates au cours de l'hiver 2011/2012, parmi lesquelles l'augmentation du nombre de files et de guichets dans les deux sens, l'installation de matériel de contrôle électronique des passeports et la création d'une formation linguistique. Un renforcement du personnel de police de Storskog est proposé pour 2012.
- Le gouvernement étudiera au cours de la législature actuelle les procédures et règles de visas en vue d'alléger encore les procédures norvégiennes applicables aux ressortissants russes dans le cadre de la coopération de Schengen.
- Le gouvernement vise à mettre en place le système de laissez-passer pour les populations frontalières au cours du premier semestre 2012.
- Poursuivre et promouvoir les efforts pour faire cesser les émissions importantes dues à la production de nickel dans la région de Petchenga sur la péninsule de Kola.
- Donner suite aux nombreuses mesures concrètes contenues dans la Déclaration conjointe sur la coopération transfrontalière et dans le Plan d'action pour le renforcement de la coopération

transfrontalière russo-norvégienne pour la période 2011–2015.

- Présenter une stratégie pour la coopération des entreprises norvégiennes avec la Russie en 2012.
- Œuvrer pour de nouveaux allègements des conditions de mobilité de la main d'œuvre entre la Norvège et la Russie.

#### **6. Le gouvernement consolidera et développera la coopération avec les autres pays arctiques et intensifiera le dialogue avec d'autres partenaires avec lesquels nous avons des intérêts en commun dans l'Arctique.**

#### *Résultats :*

- À travers notre diplomatie concernant le Grand Nord, la Norvège a suscité une attention internationale pour la région et une meilleure compréhension des évolutions dans le Nord.
- La Norvège a renforcé sa position comme acteur essentiel dans le Grand Nord.
- Des dialogues étendus sur le Grand Nord ont été mis en place avec les pays membres du Conseil de l'Arctique et un dialogue centré sur l'énergie a été établi avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Pologne, les Pays-Bas et l'Italie.
- Initiation d'un dialogue avec des pays asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud) sur les questions relatives au Grand Nord.

- Signature d'un accord de coopération avec l'Islande sur la recherche concernant le Grand Nord et création d'un poste de professeur invité d'une durée de trois ans à l'Université d'Akureyri.
- La Norvège entretient des contacts étroits et réguliers avec les organes de l'UE sur l'évolution dans le Grand Nord.
- Conclusion d'une déclaration de coopération avec le gouvernement du Groenland (Naalakkersuisut).

#### *Priorités futures :*

- Contribuer à définir l'agenda et promouvoir les positions et intérêts norvégiens dans le Grand Nord et l'Arctique.
- Créer une enceinte de coordination dirigée par le ministre des Affaires étrangères, avec la participation des présidents des conseils départementaux du Nordland, du Troms et du Finnmark, ainsi que du président du parlement sami, afin d'échanger des informations et de faciliter la mise en œuvre de projets d'envergure.
- Poursuivre les dialogues existants en essayant d'élaborer des projets de coopération concrets avec d'autres pays.
- Conclure un accord de coopération renforcée sur la recherche polaire et le patrimoine culturel avec la Grande-Bretagne.

- Intensifier le dialogue avec les pays et les entités candidats au statut d'observateur permanent au Conseil de l'Arctique (Chine, Japon, Corée du Sud, Italie, Commission européenne).
- Consolider la coopération concrète avec le nord de la Suède et de la Finlande.

### **7. Le gouvernement renforcera la coopération au sein du Conseil de l'Arctique et dans des enceintes régionales comme la Coopération de Barents et la Dimension septentrionale.**

#### *Résultats :*

- Un secrétariat permanent pour le Conseil de l'Arctique sera établi à Tromsø d'ici 2013. Cette initiative affermira la coopération au sein de cette instance ainsi que la position de la Norvège dans la coopération et l'élaboration de la politique concernant l'Arctique.
- Conclusion du premier accord juridiquement contraignant entre les pays membres du Conseil de l'Arctique (Accord sur la recherche et le sauvetage dans l'Arctique).
- Le rôle mondial du Conseil de l'Arctique est renforcé, par l'instauration de critères d'admission pour les nouveaux observateurs permanents.

- Mise en place d'un partenariat pour l'environnement, la santé publique, les transports et la logistique ainsi que la culture dans le cadre de la Dimension septentrionale (coopération entre l'UE, l'Islande, la Norvège et la Russie).

#### *Priorités futures :*

- La Norvège va promouvoir le renforcement du Conseil de l'Arctique et œuvrer pour une coopération plus contraignante dans certains domaines avec les membres et les observateurs.
- Négocier un instrument arctique de prévention de la pollution par les hydrocarbures et rendre compte de l'avancement de ce processus lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique en 2013.
- Encourager l'admission d'autres pays comme observateurs permanents au Conseil de l'Arctique.
- Développer encore la Coopération de Barents à l'occasion de la présidence norvégienne du Conseil euro-arctique de Barents en 2011–2013. La grande priorité est de promouvoir la région de Barents comme une région d'innovation et de gestion responsable des ressources, axée sur les connaissances.
- Élaborer une nouvelle déclaration politique mise à jour pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Coopération de Barents en 2013 afin de tracer les grandes lignes de la coopération future.

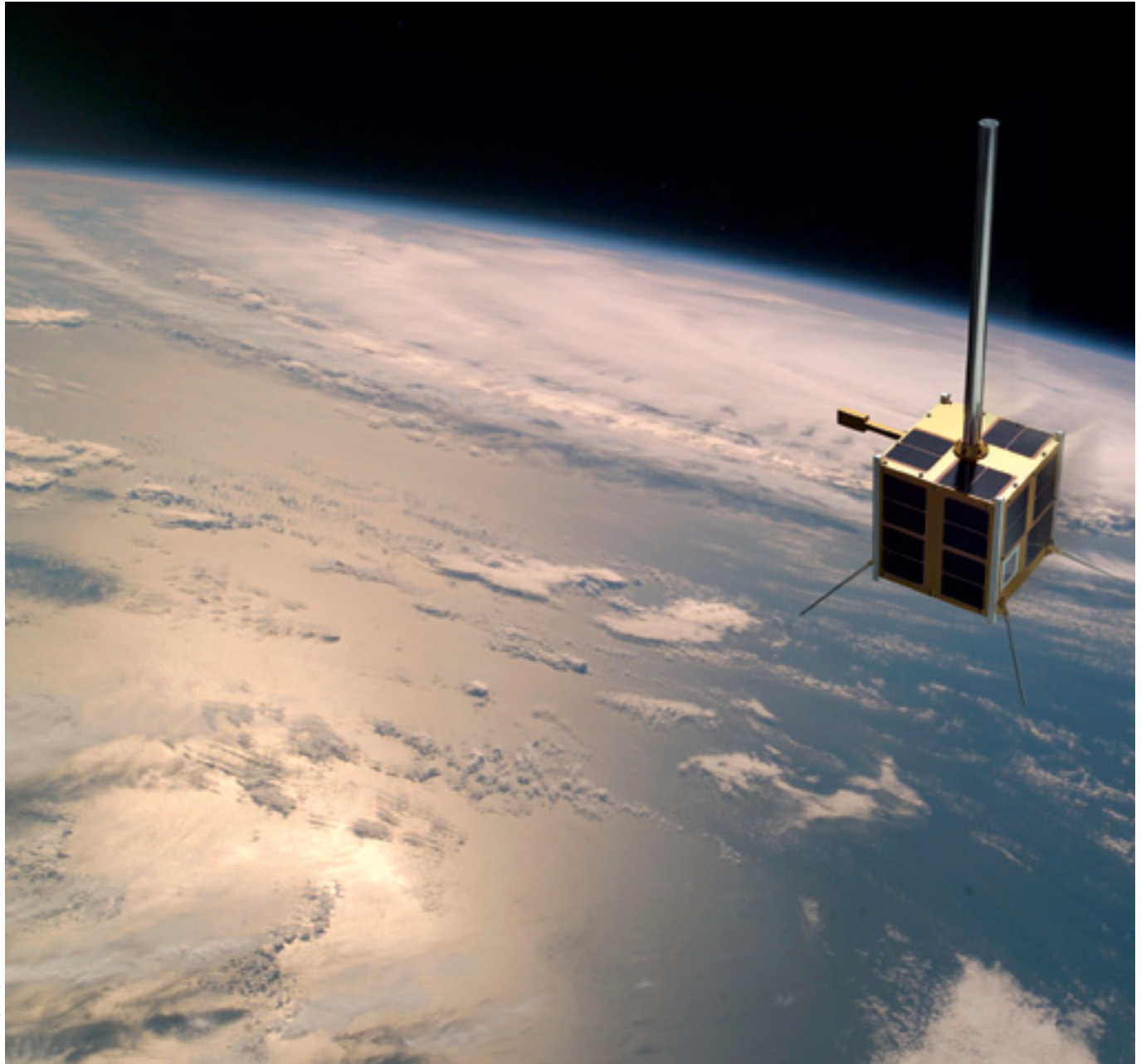


PHOTO : FTI/NASA/NORSH ROMSENTER/WUHE TSGRAFIK/NO

Le satellite norvégien AISat-1 améliore la surveillance des activités maritimes dans le Grand Nord



- Favoriser davantage de coordination et de synergie entre les différentes instances de coopération régionale.
- Encourager un renforcement de la dimension parlementaire de la coopération arctique.

## 8. Le gouvernement poursuivra ses efforts pour mettre en œuvre le droit de la mer et développer des normes et une réglementation dans les secteurs concernés.

### Résultats :

- Grâce à sa diplomatie active concernant le Grand Nord, la Norvège a permis d'établir un consensus sur la primauté de la Convention de l'ONU sur le droit de la mer (Convention de Montego Bay) dans l'océan Arctique.
- Le consensus entre les États riverains de l'océan Arctique a été obtenu pour la première fois lors d'une réunion à Oslo en octobre 2007.
- Contribution à la déclaration d'Illulissat (2008) dans laquelle les cinq États riverains de l'Arctique (Canada, Danemark, Russie, États-Unis et Norvège) reconnaissent que le droit de la mer constitue le cadre juridique des mesures nationales et de la coopération dans l'océan Arctique.
- Clarification définitive de l'étendue de notre plateau continental. La Norvège est le premier pays arctique à avoir reçu des recommandations de la Commission des limites du plateau continental.

- Entrée en vigueur du traité de délimitation maritime avec la Russie, le 7 juillet 2011.

### Priorités futures :

- Le gouvernement poursuivra ses efforts en faveur de la mise en œuvre intégrale du droit de la mer et contribuera, par une diplomatie active, à renforcer le respect des principes du droit de la mer et l'adhésion à ceux-ci.
- Contribuer à la définition de règles contraignantes pour les navires et les opérations maritimes dans les eaux arctiques par l'établissement d'un code polaire sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI).

## 9. Le gouvernement favorisera le développement d'une pêche et d'une aquaculture durables dans le Grand Nord.

### Résultats :

- Élimination de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) en mer de Barents grâce à une coopération fructueuse avec la Russie. En 2009 et 2010, il n'a pas été enregistré de pêche illicite de cabillaud ou d'aiglefin.
- Lancement d'une stratégie nationale pour la bioprospection marine en 2009. Le gouvernement favorisera la création de valeur innovante par des efforts ciblés dans le domaine de la bioprospection marine.

- Le gouvernement a contribué à la création d'un parc d'élevage de cabillaud, d'une station d'aquaculture, d'un laboratoire pour les maladies de poisson dans la région de Tromsø et d'un centre national pour l'aquaculture basée sur les captures à Nofima à Tromsø.

### Priorités futures :

- Poursuivre la bonne coopération russo-norvégienne sur la gestion des stocks de poisson de la mer de Barents, et encourager un développement de la coopération avec les autres pays et organisations, dans le but d'optimiser encore la gestion.
- Promouvoir d'autres adaptations et innovations dans le secteur des produits de la mer.
- Favoriser la croissance de l'aquaculture dans le nord de la Norvège tout en respectant un cadre environnemental durable.
- Renforcer les compétences et le recrutement dans l'industrie des produits de la mer.
- Mettre en œuvre la stratégie nationale en faveur de la bioprospection marine.
- Poursuivre les efforts en matière de surveillance des substances indésirables dans le poisson des eaux septentrionales et celui issu de l'aquaculture.
- Poursuivre le programme d'élevage de cabillaud sous l'égide de Nofima.

## 10. Le gouvernement encouragera une exploitation responsable des ressources d'hydrocarbures dans le Grand Nord.

### Résultats :

- Les activités pétrolières et gazières dans le Grand Nord ont atteint un niveau historique et de nouvelles régions sont ouvertes à la prospection. Leur cadre réglementaire a été énoncé dans le rapport au parlement sur les activités pétrolières et gazières et dans la dernière version du plan de gestion pour la mer de Barents et les Lofoten.
- Mise en route de la cartographie géologique de la région à l'ouest de la nouvelle ligne de délimitation avec la Russie en mer de Barents.
- Démarrage du processus d'ouverture et de l'étude d'impact pour Jan Mayen. Début des études sismiques.
- Les ports de la partie orientale du Finnmark pouvant accueillir un éventuel terminal pétrolier ont été recensés. Plusieurs ports sont envisagés mais actuellement, Kirkenes est le seul port qui réponde aux exigences d'un terminal pétrolier de taille importante.

### Priorités futures :

- Permettre une activité pétrolière et gazière accrue dans la partie norvégienne du sud de la mer de Barents, notamment en lançant une étude d'impact comme prévu par la loi sur les activités pétrolières et gazières, en vue d'attribuer des licences de production dans la zone autrefois controversée à l'ouest de la ligne de délimitation dans

le sud de la mer de Barents (au sud du 74°30' N).

- Sous réserve que les conclusions de l'étude d'impact le justifient, le gouvernement soumettra un rapport au parlement recommandant l'ouverture de ces zones aux activités pétrolières et gazières.
- Acquérir des connaissances sur les effets de l'activité pétrolière et gazière dans des parties non ouvertes de Nordland IV, V, VI, VII et Troms II et procéder à une cartographie géologique dans les parties non ouvertes de Nordland IV.
- Favoriser une activité accrue ayant des retombées sur la Norvège du Nord, renforçant notamment les pôles de compétence et l'emploi.
- Assurer que les nouveaux gisements découverts créent le plus de valeur possible pour la société, et favoriser les retombées locales et régionales positives.
- Contribuer au développement des compétences et de la coopération, de sorte que les entreprises norvégiennes puissent aussi participer aux activités prévues sur les plateaux continentaux d'autres pays dans le Grand Nord.
- En cas de découverte de nouveaux gisements, apprécier le potentiel d'utilisation rentable du gaz dans les industries terrestres et évaluer les possibilités de développement de nouvelles infrastructures.

- Contribuer au développement de normes sectorielles en matière de santé, d'environnement et de sécurité pour les activités pétrolières arctiques.

## 11. Le gouvernement favorisera le développement et la sécurité des transports et d'autres activités maritimes dans le Grand Nord.

### Résultats :

- Établissement du Centre de logistique pour le Grand Nord (*Centre for High North Logistics – CHNL*), un réseau de compétences entre l'industrie, les établissements de recherche et les autorités destiné à développer des solutions de logistique efficaces et durables dans les mers septentrionales.
- Efforts en faveur de l'enseignement maritime dans le Grand Nord :
  - Renforcement de l'enseignement maritime à l'Université de Tromsø et dans plusieurs écoles maritimes professionnelles du nord de la Norvège.
  - Création d'une chaire de navigation maritime durable dans le Grand Nord à l'Institut de technique marine de l'Université norvégienne de science et de technologie (NTNU).
- Création d'une licence en prévention internationale à l'École de pompiers de Norvège, en coopération avec les Écoles d'enseignement supérieur de Narvik et de Harstad.
- Dans le cadre de la stratégie maritime du gouvernement, des moyens importants ont été alloués pour le développe-

ment des compétences sur les activités maritimes dans le Grand Nord.

#### *Priorités futures :*

- Les espaces maritimes et côtiers sont de plus en plus accessibles à la navigation maritime. Le gouvernement va mettre sur pied un groupe d'experts qui étudiera la meilleure façon de préserver les intérêts norvégiens compte tenu de cette évolution.
- La Norvège jouera un rôle moteur dans l'élaboration de règles internationales et de normes sectorielles et dans le développement des compétences et le partage des informations en vue de réduire le risque d'événements indésirables et de pollution aiguë.
- Mettre en œuvre la stratégie maritime du gouvernement et MARKOM2020, un projet de coopération dans l'enseignement maritime supérieur.
- Continuer d'affecter des crédits aux mesures pour développer des compétences.

## **12. Le gouvernement promouvra le développement des industries terrestres dans le Grand Nord.**

#### *Résultats :*

- Maintien du système de cotisations de sécurité sociale différenciées pour les employeurs, en accord avec l'UE.
- Mise en route de la cartographie des ressources minières du Nordland, du Troms et du Finnmark par le Centre

national de recherche géologique (NGU) en vue d'éventuelles perspectives de développement industriel et de création de valeur.

- Création de Nordnorsk Reiseliv A/S pour renforcer le profil de l'industrie du tourisme et le marketing international.
- Soutien à diverses études sur l'importance de l'industrie minière pour le Grand Nord et le potentiel de coopération nordique.
- Soutien à la création d'une chaire de géologie des gisements métallifères à l'Université de Tromsø.

#### *Priorités futures :*

- Favoriser une création de valeur accrue et une recrudescence des activités humaines dans le Grand Nord, tout en préservant les richesses environnementales et la biodiversité.
- Comme annoncé dans son rapport au parlement sur la propriété publique, le gouvernement va proposer l'établissement de nouvelles banques de semences nationales. L'une d'entre elles sera installée dans le nord de la Norvège.
- Favoriser l'exploitation des ressources minières dans le Grand Nord par la présentation d'une stratégie pour l'industrie minière, au printemps 2012.
- Ce secteur sera une grande priorité de la présidence norvégienne du Conseil euro-arctique de Barents en 2011–2013.

- Poursuivre le programme quinquennal (NGU) de cartographie des ressources minières dans le Grand Nord (2011–2015).
- Développer les connaissances en vue de la protection de l'environnement lors du développement des industries terrestres.
- Développer la coopération industrielle avec la Russie, entre la Norvège du Nord et les régions frontalières de la Suède et de la Finlande, et avec d'autres pays dans la région du Grand Nord et au-delà.
- Poursuivre les actions en faveur de l'entrepreneuriat et de l'innovation chez les jeunes, en privilégiant le tourisme et les technologies arctiques.
- Poursuivre les efforts en faveur de l'industrie du tourisme dans la Norvège du Nord et au Svalbard.
- Contribuer au renforcement de la coopération et de la coordination entre les différents acteurs du tourisme dans le Grand Nord et, dans ce but, soutenir le développement de Nordnorsk Reiseliv AS.

---

### 13. Le gouvernement développera, notamment en coopération avec nos pays voisins, les infrastructures du Grand Nord pour soutenir le développement industriel

#### Résultats :

- Forte croissance des investissements dans de nouvelles routes et de l'entretien du réseau routier en Norvège du Nord.
- L'étude *Nouvelles infrastructures dans le Grand Nord* propose plusieurs mesures pour renforcer les infrastructures dans le Nord. Elle s'inscrit dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan national des transports 2014–2023.
- Renforcement des infrastructures spatiales avec le lancement en 2010 du premier satellite norvégien pour réception de signaux AIS de navires (AISSat-1).
- Surveillance renforcée du trafic maritime dans les mers septentrionales à l'aide du satellite AIS.
- Participation à la phase de développement du système européen de navigation par satellite Galileo.

#### Priorités futures :

- Mettre en œuvre le Plan national des transports 2010–2019, qui comporte plusieurs projets d'une grande importance stratégique pour le développement du Grand Nord.

- Œuvrer pour la mise en place d'une infrastructure des transports entre la Norvège et les pays voisins qui permette de mieux relier les différentes parties de la région de Barents.

- Donner suite aux propositions d'améliorations concrètes des infrastructures de transports dans le Grand Nord dans le cadre du Plan national de transport 2014–2023.

- Développer les infrastructures électriques du Grand Nord afin de consolider la sécurité d'approvisionnement et de faire face au besoin croissant d'électricité, à la fois en équipant le réseau de transport entre le sud et le nord de la Norvège et en coopérant avec nos pays voisins.

- Poursuivre les efforts en faveur des activités spatiales dans le Nord.

- Poursuivre la participation norvégienne au développement du système européen de navigation par satellite Galileo.

- Déterminer les conditions commerciales d'une modernisation de la ligne ferroviaire Ofofbanen (transport de minerai) et l'intérêt de l'industrie minière pour d'autres mesures, et resserrer la coopération avec les autorités de nos pays voisins sur Ofofbanen/Malmbanen.

### 14. Le gouvernement veillera à ce que la politique du Grand Nord continue de sauvegarder la culture et les bases de subsistance des populations autochtones.

#### Résultats :

- Des réunions régulières ont été organisées avec le parlement sami sur les questions du Grand Nord. Le ministère des Affaires étrangères organise des consultations semestrielles au niveau politique.
- Mise en place de subventions pour permettre aux populations autochtones de participer et de contribuer aux processus politiques régionaux au sein du Conseil de l'Arctique et du Conseil euro-arctique de Barents.
- Le président du parlement sami prononce désormais une partie de l'intervention norvégienne lors des réunions ministérielles au sein du Conseil de l'Arctique et du Conseil euro-arctique de Barents.
- Signature par la Norvège et la Russie d'une déclaration commune en 2010 en vue de renforcer les contacts entre les populations autochtones, revitaliser et préserver leur culture et leurs moyens de subsistance et assurer leur qualité de vie.
- Intégration de la culture samie et de la culture des populations autochtones aux cinq domaines prioritaires du programme triennal de coopération culturelle entre la Norvège et la Russie pour la période 2010–2012.

- Achèvement de la Maison de la science samie à Kautokeino. Mise en œuvre de mesures pour consolider l'enseignement des langues samies et améliorer le recrutement à la formation d'enseignants samis.
- Mise en route du projet pilote Árbiediehtu à l'école d'enseignement supérieur samie – cartographie, préservation et utilisation de savoirs traditionnels samis.
- Soutien à différentes mesures visant à promouvoir la culture et les moyens de subsistance des populations autochtones.
- Création d'un Centre international pour l'élevage des rennes (ICR) afin de renforcer la coopération internationale dans ce domaine, en coopération avec des éleveurs de rennes et leurs organisations dans les régions arctiques.
- Ouverture en 2011 du Centre pour les peuples septentrionaux à Kåfjord dans le Nord-Troms.

#### *Priorités futures :*

- Assurer la participation nécessaire d'organes représentatifs des populations autochtones dans les processus et les décisions qui concernent ces peuples.
- Renforcer la coopération internationale visant à acquérir des connaissances sur les effets des changements climatiques sur la subsistance des populations autochtones.
- Veiller à ce que l'intensification des activités économiques qui touchent les intérêts des populations autochtones s'effectue d'une manière équilibrée et respectueuse de l'environnement, s'appuyant sur un dialogue étroit entre acteurs économiques, autorités et organes représentatifs de ces populations. Contribuer à ce que l'essor des activités économiques dans les régions où vivent les populations autochtones procure aussi des emplois à ces populations.
- Initier un programme transfrontière en faveur des connaissances samies traditionnelles dans les pays nordiques et en Russie.
- Commencer l'élaboration de directives éthiques pour les activités économiques dans le Nord.

### **15. Le gouvernement développera la coopération culturelle et les contacts directs entre les populations dans le Nord.**

#### *Résultats :*

- Création du fonds BarentsKult qui soutient un grand nombre de projets culturels entre la Norvège et la Russie.
- Un grand nombre de projets de coopération directe entre les populations est soutenu par le secrétariat de Barents, avec notamment un financement de l'État.
- Soutien actif apporté à des festivals culturels : festival des aurores boréales et festival international de cinéma (Tiff) à Tromsø, et Barents Spektakel à Kirkenes. Des efforts sont faits pour renforcer l'interface internationale de ces festivals.
- Soutien apporté à des initiatives bénévoles, favorisant ainsi le renforcement et la participation de la société civile dans la région.
- Par le groupe de travail du Conseil euro-arctique de Barents sur la coopération politique des jeunes, un partenariat étroit a été établi pour encourager et soutenir administrativement et financièrement des échanges de groupes de jeunes et d'enfants dans la région de Barents, et pour financer des projets multilatéraux en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

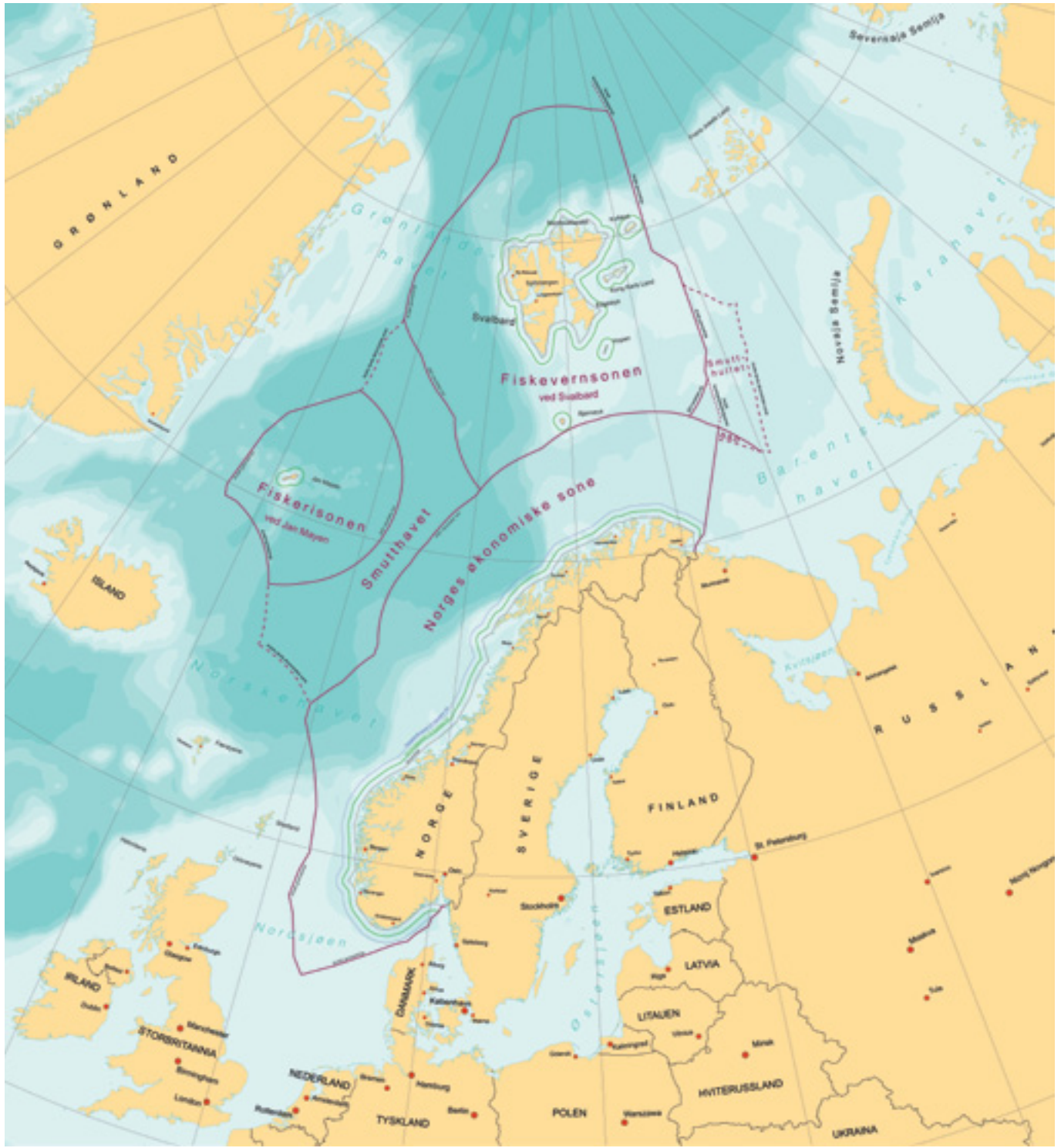
#### *Priorités futures :*

- Reconduire le soutien aux projets entre les populations via le secrétariat de Barents.
- Soutenir les organisations de la société civile, les organisations environnementales et en faveur des droits de l'homme en Russie, la liberté de la presse et la coopération russo-norvégienne entre les syndicats.
- Mettre plus encore l'accent sur les mesures susceptibles de renforcer les échanges et la croissance économiques afin d'améliorer les perspectives d'emploi et d'implantation.
- Poursuivre le soutien aux projets culturels dans la région de Barents.



## MOYENS D'ACTION STRATÉGIQUES – résultats et priorités

- 1 La Norvège sera un leader en matière de connaissances concernant le Grand Nord.
- 2 La Norvège exercera sa souveraineté et son autorité dans le Grand Nord d'une manière crédible, conséquente et prévisible.
- 3 Le gouvernement veut que la Norvège soit le meilleur gestionnaire de l'environnement et des ressources naturelles dans le Grand Nord.
- 4 Le gouvernement renforcera la surveillance, la prévention et la sécurité maritime dans les eaux septentrionales.
- 5 Le gouvernement renforcera et développera la coopération avec la Russie.
- 6 Le gouvernement consolidera et développera la coopération avec les autres pays arctiques et intensifiera le dialogue avec d'autres partenaires avec lesquels nous avons des intérêts en commun dans l'Arctique.
- 7 Le gouvernement renforcera la coopération au sein du Conseil de l'Arctique et dans des enceintes régionales comme la Coopération de Barents et la Dimension septentrionale.
- 8 Le gouvernement poursuivra ses efforts pour mettre en œuvre le droit de la mer et développera des normes et une réglementation dans les secteurs concernés.
- 9 Le gouvernement favorisera le développement d'une pêche et d'une aquaculture durables dans le Grand Nord.
- 10 Le gouvernement encouragera une exploitation responsable des ressources d'hydrocarbures dans le Grand Nord.
- 11 Le gouvernement favorisera le développement et la sécurité des transports et d'autres activités maritimes dans le Grand Nord.
- 12 Le gouvernement promouvra le développement des industries terrestres dans le Grand Nord.
- 13 Le gouvernement développera, notamment en coopération avec nos pays voisins, les infrastructures du Grand Nord pour soutenir le développement industriel.
- 14 Le gouvernement veillera à ce que la politique du Grand Nord continue de sauvegarder la culture et les bases de subsistance des populations autochtones.
- 15 Le gouvernement développera la coopération culturelle et les contacts directs entre les populations dans le Nord.



CARTE PRODUITE PAR LE SERVICE GÉOGRAPHIQUE MILITAIRE NORVÉGIEN

— Ligne de délimitation convenue ou 200 milles marins

- - - Zone économique autres pays

- - - - Limite convenue du plateau continental

— Frontières maritimes de la Norvège

MAE

Le Grand Nord 2011

**PUBLIÉ PAR :**  
**LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE NORVÈGE**

Pour obtenir des brochures supplémentaires, contacter la représentation diplomatique norvégienne la plus proche.

**Design :**  
IteraGazette

**Carte en page de couverture :**  
Service géographique militaire norvégien

**Mise en page et impression :**  
Grøset 3/2012 - tirage 1 000

**Code de publication :**  
E-889 F

**ISBN :**  
978-82-7177-872-9



**MINISTÈRE NORVÉGIEN  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**